



PERTURBATIONS

PÉRIODIQUE DE CRITIQUE ÉCOLOGISTE

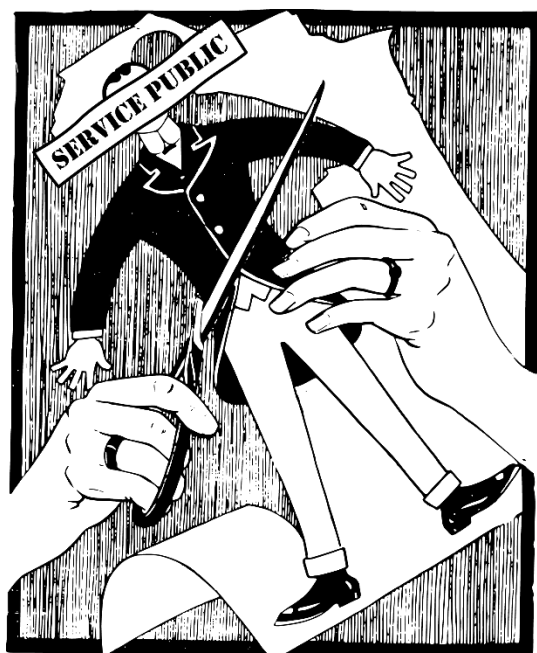
POURQUOI TANT D'AUSTÉRITÉ ?

Beaucoup le savent déjà, la Confédération prépare un plan « d'allègement budgétaire », formule bien poétique pour parler de coupes de plusieurs milliards dans globalement tous les secteurs publics, au profit de l'armée.

La Grève du Climat Neuchâtel a déjà eu l'occasion de dire ce qu'elle pensait de chacune des mesures (article à retrouver sur climatstrike.ch/fr/posts/austerity), mais nous avons été surpris·e·s de constater à quel point ces mesures s'acharnaient sur les domaines en lien avec le social et l'environnement. En parcourant les 59 propositions, on voit très bien le modèle de société visé par ce plan : moins d'aides étatiques, une formation payante réservée aux classes favorisées, moins de services publics, mais avec davantage de budget pour l'armée bien sûr.

Cette tendance, loin d'être un exotisme helvétique, se retrouve dans de nombreuses occurrences à l'international. On pense bien sûr aux États-Unis ou à la France, mais c'est aussi le cas notamment en Belgique, où

140'000 personnes ont manifesté le 14 octobre dernier contre des mesures d'austérité touchant en particulier la sécurité sociale, le climat et les services publics. Bref, les exemples ne manquent pas. Ce climat politique montre que pour les dirigeant·e·s, l'heure n'est plus au compromis ou aux vagues mesures pour l'environnement, mais à la crise, au « resserrage de vis » et au « retour au sérieux ». L'écologie ça va bien deux minutes, mais on n'est plus en 2019, et faut res-pon-sa-bi-li-ser les gens et ne pas les laisser se reposer sur les allocations.



Vous vous en doutez, cette réponse ne nous satisfait pas. Et ce d'autant plus que la crise climatique, loin d'être réglée, empire continuellement et que le coût de la vie ne fait qu'augmenter, ce qui précarise encore plus la population. On ne va quand même pas laisser la droite imposer son discours austéritaire et paternaliste et la regarder détricoter le système social et les services publics sans rien faire.

En réponse à ce plan d'austérité, beaucoup de secteurs et organisations se sont déjà mobilisés : à Neuchâtel, le SSP (syndicat des services publics), la FEN (fédération des étudiant·es neuchâtelois·es) et l'UNES (union des étudiant·es de Suisse) ont tenu depuis fin 2024 plusieurs assemblées d'informations et de mobilisation, ainsi qu'une campagne d'affichage, une conférence de presse unitaire romande a été organisée au printemps 2025, une semaine de mobilisation autour du 1er octobre (rassemblement organisé par l'UNES devant le palais fédéral) dans plusieurs cantons, et la manifestation du 1er octobre qui a rassemblé 1'600 personnes à Zurich, et plus de 3'000 personnes à Berne. À Fribourg, 4'000 personnes employées dans la fonction publique et parapublique se sont mises en grève le même jour contre le programme d'assainissement des finances de l'État. Le 2 octobre à Lausanne, 15'000 personnes ont participé à une manifestation syndicale unitaire contre les coupes budgétaires. Et cette liste n'est pas exhaustive.

Dans le canton de Vaud, une mobilisation massive a débuté en octobre contre des attaques austéritaires massives. Les 18, 25 et 26 novembre, des grèves dans les secteurs public et parapublics coordonnées par l'intersyndicale SUD-SSP-FSF ont secoué tout le canton, avec plus de cent lieux mobilisés (y compris certains où la grève était techniquement illicite) et des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

À l'Université de Lausanne en particulier, le mouvement a la particularité d'inclure syndicats et associations professionnelles (SSP, SUD, ACIDUL), mais aussi collectifs étudiants divers (associations représentatives, Grève féministe, Unipoly, ...), et surtout de dénoncer aussi les coupes fédérales, et de développer des revendications offensives autour de la revendication d'une université démocratique et émancipatrice et de services publics renforcés, gratuits et universels. Les assemblées de grève réunissant salarié·es et étudiant·es défendent par exemple le salaire étudiant ou l'internalisation des services de nettoyage. De plus, le mouvement se structure par de nombreux collectifs et groupes de travail assez autonomes et surtout ouverts, réunissant des salarié·es mais aussi souvent des étudiant·es. Les piquets de grève côtoient les bouffes pop et les stands frites, un salon de coiffure autogéré ou de nombreux cours alternatifs, remplaçant les

cours annulés par des grévistes ou perturbés par les étudiant·es. La mobilisation se poursuit.

Pour en revenir aux coupes fédérales, les mesures vont être examinées pendant la session parlementaire d'hiver.

SERVICE CITOYEN - UNE IDÉE FAUSSEMENT ÉCOLOGISTE ET FÉMINISTE, MAIS VRAIMENT MILITARISTE

Le 30 novembre, on vote sur une initiative qui veut ancrer dans la Constitution fédérale un service citoyen, qui remplacerait formellement le service militaire - et donc aussi le service civil, qui a été conçu comme une alternative au service militaire. Le but des initiant·es: un service universel, accompli par les hommes et les femmes (et les autres même si l'initiative ne le dit pas), potentiellement ouvert aux étrangers·ères, avec l'espoir que cela soit utile à l'environnement et au social. La Grève du Climat rejette cette initiative, qui n'est ni égalitaire, ni écologiste, mais qui aurait l'effet bien concret de renforcer la militarisation.

L'opposition à cette initiative est large, et se structure globalement autour de deux pôles. Le premier, animé par l'UDC, des figures du PLR et du « Centre », quelques personnalités militaires, des organisations patronales etc. dénonce un danger pour l'armée (avec notamment des arguments xénophobes) et le risque de

Le SSP publie souvent sur le sujet sur leur site si vous souhaitez suivre ces actualités. D'ici là, on continue à se mobiliser, à s'organiser et à faire pression contre ces coupes budgétaires. Alors syndiquez-vous, rencontrez-vous et faites-vous entendre !

travail forcé. Le second, qui regroupe en gros le Groupe pour une Suisse sans Armée et l'ensemble des partis de gauche, dénonce-lui aussi le travail forcé, ainsi que la pression supplémentaire imposée aux femmes (un argument aussi avancé par le comité bourgeois, mais on peut douter de sa sincérité) et le remplacement du service civil par une structure militarisée. Voyons donc ces fameux arguments pro-service citoyen :



**BON POUR L'ENVIRONNEMENT ?
BOF.**

Tout d'abord, le poids de l'environnement dans la loi d'application est

incertain, et au vu des forces en présence à Berne, on peut douter que ce soit une priorité face à l'armée et à la « sécurité ». L'initiative est vague et prévoit seulement un « service moderne (Service Citoyen) en faveur de la communauté, de la sécurité et de l'environnement. » Ensuite, cette initiative aurait pour effet de renforcer l'armée, qui est une catastrophe écologique. Finalement, elle signifierait la fin du service civil tel qu'il existe aujourd'hui, alors qu'un nombre important de civilistes est astreint à des tâches utiles pour l'environnement.

INITIATIVE CONTRE LE SERVICE CIVIL

Le service civil a été créé suite aux mobilisations des objecteurs de conscience et des antimilitaristes. Il permet une alternative non-militarisée au service militaire. La mention du service civil disparaîtrait de la Constitution, menaçant la possibilité même de l'objection de conscience institutionnalisée. Les personnes soumises au service citoyen seraient toutes intégrées à une même structure, qui a toutes les chances d'adopter une forme militarisée, et il n'est pas garanti que le libre choix de servir ou non dans l'armée soit conservé. Le Parlement dominé par la droite s'en prend déjà sans cesse au service civil, cette initiative lui permettrait d'asséner le coup de grâce.

INITIATIVE CONTRE LE VOLONTARIAT ET L'AUTONOMIE

Une partie des initiant·es insiste sur l'importance de s'engager pour l'environnement et la cohésion sociale, et pense que le service citoyen, en forçant les gens à y contribuer, serait une solution. Nous pensons au contraire que remplacer le volontariat et les efforts extra-institutionnels par un service obligatoire piloté par une structure militarisée et des autorités politiques qui n'en ont pas grand-chose à faire de l'environnement ni de l'égalité ne va pas améliorer la situation. Et participer à un service obligatoire autoritaire a peu de chances de susciter des vocations pour du bénévolat futur.

PAS UNE AVANCÉE POUR LES FEMMES

Cette initiative se veut égalitaire : les hommes et les femmes seraient enfin traité·es de la même manière ! Mais les femmes actuellement sont moins payées tout en assumant plus de travail domestique et de tâches de soin et d'éducation des enfants. Imposer encore des tâches supplémentaires aux femmes ne va pas améliorer l'égalité, mais renforcer l'exploitation dans une société profondément patriarcale.

MENACES SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Ce service citoyen signifierait le doublement du nombre de personnes astreintes, qu'il faudra bien occuper. Une partie ira renforcer l'armée - ce qui va à l'encontre de ce que l'on

devrait faire -, le reste devra être astreint à des tâches diverses. Ces tâches sont actuellement en grande partie menées soit par des bénévoles qui agissent souvent de manière autonome ; soit au travers d'emplois salariés. Si l'État fournit une main-d'œuvre forcée, pourquoi est-ce que les entreprises se soucieraient d'offrir de bons salaires et des conditions de travail dignes, ou se soucieraient de former ses employé·es ?

RIEN DE CITOYEN

C'est bien beau de parler de service citoyen. Mais qu'y a-t-il de citoyen dans

LES TRANSPORTS PUBLICS, PAS RENTABLES ?

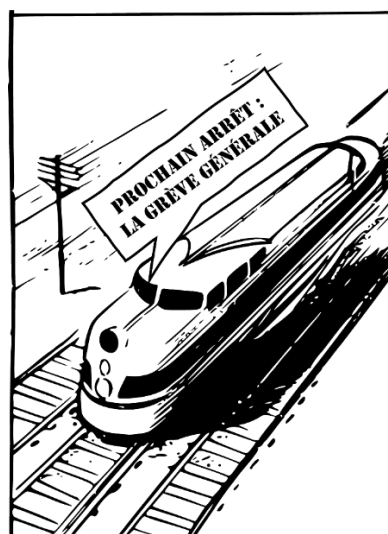
Quand on voit des bus ou trains presque vides, on peut avoir tendance à se dire « ah mais ça roule pour rien, c'est pas rentable, à quoi ça sert de couvrir ces horaires/ces trajets si personne ne les prend ». Alors on va tâcher de répondre (parce qu'on aime bien les transports publics nous).

Déjà, ça dépend de quoi on parle. Si on pense à la place sur la route, un bus (qui fait généralement la taille de deux à quatre voitures) n'a pas besoin d'être très rempli pour être plus efficace qu'une voiture, qui transporte très souvent une seule personne. Donc si tant qu'un bus transporte en moyenne plus de, disons, cinq personnes, il est plus efficace que des voitures en termes d'espace. Pour les trains, la comparaison est un peu plus complexe

le travail forcé ? Qu'y a-t-il de citoyen dans le renforcement des dynamiques autoritaires, hiérarchisées et militaristes ? Cette initiative augmenterait le nombre de personnes qui devraient assumer des tâches obligatoires sans avoir leur mot à dire sur ces tâches ou sur la façon de les accomplir. Et elle renforcerait l'armée et la logique militaire, d'où l'esprit critique et la démocratie sont exclus.

Il faut renforcer le service civil, stopper la militarisation de la société et rejeter clairement l'initiative sur le « service citoyen ».

puisque le réseau est différent, mais on peut en tout cas noter que la surface occupée par les structures ferroviaires représente dix pourcents de l'aire totale utilisée par les transports, alors que les structures routières et autoroutières en représentent 88 % (selon le rapport Mobilité et transport de l'OFS publié en 2024).



Si on s'intéresse plutôt à la consommation d'énergie, sans surprise, les transports publics battent les transports personnels thermiques à plate couture, avec moins de cinq pourcents de part de la consommation énergétique imputable aux transports, en 2024, alors que les voitures diesel, essence et électrique en représentent 66.4 % (selon le même rapport de l'OFS).

C'est la même chose pour les émissions de CO². Les voitures de tourisme et les deux-roues motorisés ont produit 76 pourcents des émissions de CO² dues aux transports, sans compter les vols internationaux. Les bus, quant à eux, sont responsables de 2.8 % de ces émissions, et les trains en représentent 0.2 %. On voit donc que dans ces trois domaines, les transports publics sont clairement avantageux par rapport aux transports privés motorisés.

Finalement, pour nous, le fait que les zones les plus rurales et les heures plus creuses restent desservies malgré la moindre fréquentation s'inscrit dans le modèle de société vers lequel nous voulons aller. Les transports publics ne doivent pas être régis par les lois du marché et de la rentabilité économique, mais rester (et même devenir) un réel service public, dont le but premier et principal doit être de permettre à tout le monde de se déplacer et d'accéder au reste de la société sans contraintes. Il doit rester un outil

d'égalisation sociale, en permettant aux personnes n'ayant pas les moyens (financiers, physiques ou autres) de se déplacer autrement. Cela s'inscrit également dans la lutte contre le changement climatique.

En effet, pour réduire les émissions de CO² dues aux transports, il est impératif de proposer une alternative la plus accessible possible, autant en termes de coûts que des horaires, et de la disponibilité géographique. Augmenter le coût du carburant sans adapter le réseau ni le prix des transports publics n'est pas une incitation à changer de mode de transport mais tout bonnement une attaque supplémentaire sur les ménages et personnes les plus pauvres n'ayant pas le choix d'utiliser la voiture. Nous sommes évidemment pour la généralisation et la socialisation des transports publics, mais pas au détriment des plus précaires.

Alors les transports publics, rentables ? Oui, on l'a vu, en tout cas en termes d'espace, d'émissions et d'énergie. Et en ce qui concerne la rentabilité financière, tout dépend de l'échelle qu'on prend en compte, mais on peut supposer que c'est le cas globalement aussi, puisque généralement la mise en commun amène à des baisses de coûts pour la société. Mais même si ce n'était pas le cas, ça ne doit pas être un critère dans la lutte pour un meilleur système social et contre le réchauffement climatique.

« ESCALADE DE LA VIOLENCE », LAQUELLE ?

Quelques réflexions sur la manifestation du 11 octobre à Berne en solidarité avec le peuple palestinien et sur les réactions médiatiques et politiques.

RAPPEL DES FAITS

Le 11 octobre, à l'appel de très nombreux collectifs pro-palestiniens et internationalistes, relayé par plusieurs syndicats, des partis de gauche et la Grève du Climat, des milliers de manifestant·es ont défilé à Berne. La répression policière a été énorme, 536 personnes ont été arrêtées et il y a de nombreux·ses blessé·es. Des centaines de personnes ont été nassées durant une dizaine d'heures, dans le froid, sans eau, nourriture ni toilettes. Il y a eu des dégradations de biens, notamment de vitrines de la banque UBS sur la Place fédérale.

POURQUOI MANIFESTER ?

Le peuple palestinien subit depuis des décennies colonisation et apartheid. Les massacres de civil·es, la destruction de villages et les actes de nettoyage ethnique émaillent l'histoire de la région. Malgré la reconnaissance de l'État israélien par l'Organisation de Libération de la Palestine, et malgré le droit international et les condamnations de l'ONU, le parlement israélien refuse catégoriquement toute solution à deux États, et le pouvoir israélien fait tout pour empêcher le droit au

retour des Palestinien·nes, notamment en attaquant l'UNRWA. Depuis octobre 2023, l'État israélien a engagé un processus génocidaire à l'encontre de la population palestinienne.



OUI, MAIS POURQUOI EN SUISSE ?

La Suisse, loin d'être neutre, soutient matériellement l'État israélien, tout en refusant de reconnaître l'État palestinien. UBS/Credit Suisse et la BNS, entre autres banques, financent le complexe militaro-industriel israélien, c'est-à-dire la colonisation, l'apartheid et le génocide. AXA a longtemps fait de même, et continue aujourd'hui de financer l'établissement de colonies (illégal en regard du droit international... et parfois même du droit israélien) en Cisjordanie. Les écoles polytechniques collaborent avec l'industrie de l'armement et de la surveillance. Elbit Systems, un centre de l'armement israélien, et ses sous-traitants comme Rami, opèrent depuis la Suisse. Lockheed Martin, qui produit des avions pour l'armée

israélienne, est actif en Suisse. L'armée suisse veut acheter des drones israéliens testés sur des civil·es et le Conseil fédéral est clairement du côté de l'État colonial israélien.

La Suisse est complice de génocide, c'est aussi ici qu'il faut se mobiliser.

POURQUOI CASSER ?

Le 11 octobre, il y a eu de la casse. Pourquoi ? Détaillons quelques exemples.

Plusieurs banques ont été taguées, et UBS a perdu ses vitrines sur la Place fédérale. Cette banque était clairement ciblée parce qu'elle finance le génocide du peuple palestinien. Une barricade a été construite avec du matériel de chantier, dont une partie a été incendiée. Il s'agissait de tenir la police, ses gaz lacrymogènes, matraques, balles de caoutchouc, flashballs et canon à eau à distance. Une autre barricade incendiée a touché une terrasse de restaurant, qui n'était pas ciblé. Il s'agissait là aussi de tenir la police à distance, police qui a nassé des centaines de personnes et en a arrêté 536. À la Place de la Gare, des panneaux publicitaires ont été arrachés et utilisés pour se protéger du canon à eau de la police, qui voulait disperser les personnes qui restaient en solidarité avec les manifestant·es nassé·es.

« VOUS CONDAMNEZ ? »

Quoiqu'on puisse penser stratégiquement, tactiquement ou moralement

d'aller casser des vitrines de banque ou d'affronter la police, nous tenons à rappeler que les violations des droits humains (allant jusqu'au génocide) et les destructions environnementales financées par UBS surpassent largement quelques vitrines cassées. L'asymétrie entre un génocide financé depuis la Suisse et quelques bris de verre est trop grande, et la majorité politique continue de soutenir un État colonial, d'apartheid et génocidaire.

Nous tenons aussi à rappeler que les moyens de la police (armes chimiques, canon à eau, balles de caoutchouc, possibilité d'arrêter des centaines de personnes...) surpassent largement ceux des manifestant·es (k-ways, masques FFP2, quelques pétards, bâches renforcées artisanalement...). On se positionnera quand les médias demanderont systématiquement à la droite (dont les partis sont aussi financés par UBS) de justifier son soutien à UBS, à Elbit, à Glencore, ou à l'achat de drones à une armée génocidaire.

EST-CE QUE ÇA NE FAIT PAS LE JEU DE LA RÉACTION ?

L'extrême-droite et certain·es politicien·nes bourgeois·es prétextent la casse de samedi dernier pour réprimer plus fortement les mouvements sociaux et même interdire les groupes antifascistes ! L'UDC appelle à publier les noms des personnes arrêtées, pourtant pas jugées ni même encore formellement accusées, en violation

flagrante de l'état de droit. Est-ce que les black blocs et autres actions offensives sont la cause de ces positions ? Non !



La Grève du Climat, tout comme d'autres « mouvements climat », ont été dès le début totalement pacifiques. Cela n'empêche pas l'extrême-droite, UDC en tête, de nous attaquer sans cesse. Cela n'empêche pas non plus de nombreuses figures du PLR d'appeler à des mesures d'exceptions contre nous (qui... manifestons légalement, ou organisons des grèves étudiantes) ou d'appeler à traiter XR comme des terroristes (« terrorisme » qui consiste essentiellement à s'asseoir par terre et à se laisser arrêter sans résister). Même lorsque le groupe

neuchâtelois de la Grève du Climat a présenté... une motion populaire, la droite a fermement dénoncé notre mouvement, l'organe de propagande officiel du PLR neuchâtelois allant jusqu'à écrire qu'on pourrait aller tabasser des agriculteurs dans leurs champs. Récemment, on a vu à Genève des moyens énormes déployés pour réprimer XR suite à... l'établissement d'une bande cyclable sauvage.

L'extrême-droite et le camp bourgeois n'hésitent pas à nous calomnier alors que nous sommes non-violents, à appeler à des mesures d'exception, à nous traiter en terroristes (et cela vient aussi du PLR, pas seulement des éléments les plus fascistes de l'UDC) lorsqu'on lutte pacifiquement contre le réchauffement climatique. Il est évident que la séquence actuelle, qui remet en question la position impérialiste de la Suisse et le rôle du Conseil fédéral, de l'armée, de la place industrielle, de la place financière et même des institutions universitaires de notre pays, sera accueillie froidement et même violemment par les soutiens du système politico-économique en place. Le directeur de la sécurité bernois va jusqu'à vouloir interdire les « groupes antifas », dont le seul dénominateur commun est... l'antifascisme. Ce genre de positions fascistes prennent pour prétexte des actions comme celles de samedi dernier, mais il serait naïf (et dangereux) de croire qu'elles sont causées par de telles manifestations.

ET LE RAPPORT AVEC LA GRÈVE DU CLIMAT ?

Beaucoup de monde nous reproche de nous éloigner de notre thème de prédilection, le climat. Beaucoup de gens qui généralement n'ont jamais participé à notre mouvement voire l'ont attaqué dès le début. Mais, outre qu'il n'y a pas spécialement besoin de se justifier pour s'opposer à un génocide, nous assumons une position internationaliste, anti-extractiviste et anticapitaliste. Comme nous le disions en septembre à Neuchâtel :

« On est là pour dire que l'absence de plan climat efficace dans le canton de Neuchâtel, le génocide du peuple palestinien, l'oppression des populations

TROP ÉCLECTIQUE, NOTRE MANIF ?

Le 5 septembre dernier, nous avons organisé une belle manifestation à Neuchâtel – nous en avons parlé dans le dernier numéro de Perturbations. Plusieurs personnes nous ont fait la remarque que ç'aurait peut-être été plus pertinent de se concentrer sur le climat plutôt que d'inclure d'autres thèmes. Ce n'est pas une position idiote, c'est d'ailleurs ce qu'on avait fait en mars 2024 à La Chaux-de-Fonds avec la Grève pour l'Avenir. Nous estimons tout de même que c'était une bonne idée d'organiser cette fois-ci une manifestation non pas de manière vague « pour le climat », mais de manière un peu plus concrète « contre le pillage du monde ».

kurdes ou sahraouies, la destruction de la forêt amazonienne ou les massacres en RDC ne sont pas des problématiques séparées, mais trouvent leur origine dans les mêmes logiques et systèmes économiques, et sont souvent soutenues et financées par les mêmes entités, qui ont souvent leur siège en Suisse. »

Sans compter que l'État israélien, ses bombardements, ses destructions d'infrastructures et de terres agricoles, sont aussi des désastres environnementaux, qui concernent la planète entière et impacteront fortement les Palestiniens durant des décennies – s'ils ne sont pas tous déportés ou massacrés.

En 2018 et 2019, les manifestations de la Grève du Climat notamment (mais aussi celle, massive, de l'Alliance climatique fin 2019), parlaient de climat de manière assez vague. Ces manifestations, les grèves étudiantes qui les ont accompagnées, les très nombreuses activités de la Grève du Climat, mais aussi d'Extinction Rebellion ou de collectifs pré-existants (Grands-Parents pour le Climat, Aînés pour le Climat, Break Free...) ont permis de propulser la question climatique au sommet de l'agenda politique – d'où elle n'est jamais vraiment repartie. Mais parler de climat ou même reconnaître symboliquement l'urgence climatique ne suffit

pas à faire baisser les émissions de gaz à effet de serre.

La Grève du Climat s'est rapidement engagée dans une critique radicale de la société – c'est-à-dire une critique qui essaie d'aller à la racine des choses – tout en adoptant une attitude résolument sociale dans ses revendications, alliances et actions, en ajoutant dès le début 2019 la justice climatique à ses revendications nationales. Et quand on veut aller au fond des choses, on est obligé d'une part de critiquer la croissance économique, et donc le capitalisme qui en dépend ; mais aussi d'aller plus loin, de critiquer l'extractivisme, le productivisme, se rendre compte qu'abattre le capitalisme ne suffira pas ; et s'aventurer dans la critique de sujets tels que le travail, le marché, la valeur, les relations Nord-Sud, le patriarcat, etc. Les conclusions politiques qui en découlent, et la pratique qui s'ensuit (de manière encore bien insuffisante, mais la direction est relativement claire), vont donc vers une logique de convergence des luttes.

Pour plusieurs raisons. La première, c'est que, comme nous le disions au 1er Mai en 2021 au Locle, « Les luttes écologistes, féministes, antiracistes, internationalistes et syndicales ne se contentent pas de s'additionner. Elles se complètent et se renforcent ! » La seconde, c'est que comme on l'a dit le 5 septembre, les différents aspects que nous dénonçons « trouvent leur

origine dans les mêmes logiques et systèmes économiques, et sont souvent soutenues et financées par les mêmes entités, qui ont souvent leur siège en Suisse. »



Prenons un exemple très concret : UBS. D'une part, cette banque, qui a absorbé Crédit Suisse, finance à la fois des mines de charbon et de l'armement israélien. Faire converger les luttes écologistes et anti-coloniales permet donc, en s'attaquant à un ennemi commun, de faire d'une pierre deux coups et de se renforcer mutuellement. D'autre part, financer le complexe militaro-industriel israélien permet un contrôle accru (et parfois une destruction), dans un cadre colonial, de l'environnement palestinien. La guerre génocidaire en cours a en elle-même un impact environnemental terrible, les terres agricoles sont détruites, les sols sont pollués, des quantités astronomiques de gaz à effet de serre et de particules fines sont émises.

La convergence que nous défendons a donc du sens non seulement car nous nous opposons par principe au génocide, à l'apartheid, à la colonisation et à tout système de domination et d'exploitation ; mais aussi parce que la lutte antimilitariste et anticoloniale est une lutte écologiste.

De nombreuses associations et plusieurs partis représentés au niveau fédéral parlent déjà de climat et d'environnement en termes assez vagues, et proposent des solutions très localisées, au nom du réalisme politique. Nous estimons que la Grève du Climat peut jouer un rôle important en portant une critique et des revendications plus radicales et plus ambitieuses. Et ce n'est pas qu'un vœu pieux : qui aurait imaginé en 2018 que le début d'une politique industrielle en Suisse passerait par l'industrie de l'acier, et qu'elle inclurait des mesures environnementales ambitieuses ?

La Grève du Climat a eu raison de s'emparer de la question du travail, de la production, et de converger avec les syndicats. De la même manière, elle a raison de s'emparer des questions anti-coloniales et internationalistes, non seulement en termes tactiques ou stratégiques, mais aussi et surtout parce qu'une politique climatique qui ne lutte pas activement contre l'extractivisme, et donc contre le capitalisme, le colonialisme, le néo-

colonialisme, le pillage du Sud par le Nord, la guerre, le génocide est tout simplement vaine.

Le 5 septembre, nous avons assumé une ligne claire, qui a été soutenue par de nombreuses organisations (y compris des partis politiques institutionnels qui n'auraient pas forcément proposé ces revendications par eux-mêmes) et a réuni des centaines de personnes, ce qui n'est pas toujours facile dans le canton de Neuchâtel.

À ces considérations s'ajoutent évidemment des aspects très pratiques. Il y avait de nombreux slogans sur le climat. Mais les slogans concernant la Palestine ont, au vu de l'actualité, été mieux repris, et surtout lancés par les manifestant·es. Nous trouvons cela très positif : les gens s'engagent, se motivent, assument le lien entre lutte écologiste et lutte anticoloniale. D'autant plus que ces slogans étaient rattachés avec notre appel à manifester. Le message était peut-être brouillon ou pas toujours facile à comprendre. Mais sur le fond, nous assumons une vision globale, une critique radicale, et une volonté de convergence des luttes. Pas comme une addition, mais comme des éléments qui se complètent et se renforcent dans une lutte commune contre un système économique mondialisé qui mène à la destruction de notre environnement commun.

BULLETIN DE LA GRÈVE DU CLIMAT

MANIF PALESTINE DU 11 OCTOBRE À BERNE

La Grève du Climat était présente, aux côtés de nombreux collectifs et de 10 à 15'000 personnes, en solidarité avec le peuple palestinien, dans la Ville fédérale. La répression policière a été féroce (voir l'article dédié dans ce numéro), mais la lutte contre la colonisation, l'apartheid et le génocide n'est pas près de s'éteindre.

TROP CHAUD : LES ÂNÉES POUR LE CLIMAT CONTRE LA SUISSE

Ce film retrace l'histoire de la plainte pour inaction climatique des Aînés pour la protection du Climat contre la Confédération. Il a beaucoup tourné en Suisse. Nous étions le 27 septembre à Espace Noir (Saint-Imier) pour assister à la projection puis participer à une table ronde avec Greenpeace et les Grands-Parents pour le Climat.

Le public y était relativement fourni pour le lieu, et franchement intéressé. On a pu discuter de l'importance d'actions comme celles des Aînés, des limites que la voie juridique pose, ainsi que de quelques perspectives pour la lutte. Si vous avez l'occasion de voir ce documentaire, on le recommande chaudement !

PRISE D'IMAGES EN MANIF

Atelier organisé par la Grève du Climat le 30 septembre à Neuchâtel, avec des personnes qui font des photos et

vidéos lors d'événements politiques et une avocate. Participant·es intéressé·es et discussions profondes, même si on aurait pu espérer un tout petit peu plus de monde. Beaucoup de discussions sur des principes, notamment sur l'utilité des images et sur le floutage.

Une très bonne soirée, qui a permis d'avancer collectivement sur ces questions. Un constat : on s'accorde globalement à dire qu'il faudrait faire plus de vidéo, mais pas grand-monde ne semble vouloir s'y mettre dans la région.



MANIFESTATION CONTRE L'IMPÉRIALISME

Le dimanche 5 octobre, une manifestation (d'abord appelée pour la veille, déplacée pour causes météorologiques) a pris les rues du centre-ville de Neuchâtel. L'appel des Jeunes POP, signé par la Grève du Climat (on

a aussi vu la Fédération Libertaire des Montagnes, qui n'avait pas signé) a fait mouche, et le défilé, déterminé, a débordé de la zone piétonne au son des slogans en solidarité notamment avec les peuples palestinien et congolais et des dénonciations du rôle de la Suisse dans l'impérialisme occidental. Le défilé a ensuite pris la direction de la gare, occupant brièvement les voies de chemin de fer. Pile un mois après la manifestation de la Grève du Climat, ce nouvel épisode, tout comme la multitude de manifestations plus ou moins sauvages (dont une manifestation pro-palestinienne nocturne spontanée à La Chaux-de-Fonds le 2 octobre), montre la détermination d'une bonne partie de la population à faire cesser le pillage du monde par la Suisse et ses alliés. Les manifestations pro-palestiniennes se multiplient, et la Grève du Climat y participe, tout comme aux manifestations anti-impérialistes et antifascistes (comme le 15 novembre à Zurich). Mais il faudra aller plus loin si l'on veut que cesse la colonisation de la Palestine ou les violences au Soudan ou au Congo, violences dans lesquelles les capitaux suisses jouent un rôle notable.

MANIFESTATIONS POUR LE CLIMAT

Le 15 novembre, plusieurs centaines de personnes ont défilé à Genève en marge de la COP30, qui encore une fois ne sert pas à grand-chose malgré l'urgence de la crise climatique. Le 22 novembre, alors qu'une manifestation

pour les soins emplissait la Place fédérale, un défilé déterminé a parcouru les rues de... Coligny, un petit village genevois à la concentration impressionnante d'ultra-riches. Motivé·es par la Jeunesse socialiste, les manifestant·es défendaient l'initiative pour l'avenir, qui propose de taxer les parts d'héritage dépassant 50 millions à 50 % pour financer la lutte contre le réchauffement climatique. La Grève du Climat Tessin a aussi participé à des actions pour cette initiative de l'autre côté des Alpes.

GRÈVE POUR L'AVENIR ET SYNDICATS

Le groupe neuchâtelois de la Grève pour l'Avenir, qui existe depuis bientôt six ans, a récemment rencontré le comité industrie du syndicat Unia, permettant ainsi de renforcer les liens entre militant·es et de parler de climat dans un cadre syndical.

Outre-Sarine, notamment à Zurich et Berne, la Grève du Climat se mobilise aux côtés d'Unia et d'autres organisations syndicales (dont la FAU) ou politiques dans le cadre des grèves de maçons, y apportant un message d'unité et le thème du climat – alors que le secteur de la construction peut jouer un rôle important pour une transformation écologiques, et que les travailleuses du secteur se prennent de plein fouet l'augmentation des canicules et des événements météorologiques extrêmes.

On y était aussi à La Chaux-de-Fonds et Lausanne, mais sans intervention

propre à la Grève du Climat ni à la Grève pour l'Avenir.

NEUCHÂTEL : À PROPOS D'UN DEUX POIDS-DEUX MESURES MÉDIATIQUE ET POLICIER EN MATIÈRE DE TAGS

Il y a des graffitis à Neuchâtel. Beaucoup. Et ces derniers mois, on en a parlé. Beaucoup. Mais tous les graffitis ne sont pas traités de la même manière par les autorités politiques, la police et les médias. Et c'est un problème.



Le 9 octobre 2025, un fort contingent policier a arrêté deux personnes, l'une dans un lieu de vie collectif, l'autre à son travail. Les gardes à vue ont duré une bonne dizaine d'heures. Plusieurs perquisitions ont eu lieu. Elles faisaient suite à des mesures de surveillance particulièrement intrusives. Et alors que personne n'a été condamné, que personne n'a reçu ne serait-ce qu'une amende d'ordre, la police a communiqué publiquement sur le principal lieu perquisitionné, précisant même que le collectif qui l'anime

– qui n'est pas visé en tant que tel – est autogéré.

La raison de ce déploiement de forces ? Des tags sur la Collégiale.

Les graffitis faits sur la Collégiale autour du 1^{er} août, d'autant plus qu'ils étaient particulièrement confus, ont fait couler beaucoup d'encre. Et l'appareil d'État a manifestement décidé qu'il s'agissait d'une affaire particulièrement grave.

Pourtant, des graffitis, il y en a à chaque match de football, sans compter les multiples tags plus ou moins artistiques ou politiques qui sont réalisés régulièrement.

Mais les médias n'en font presque jamais une affaire sérieuse, et la police ne s'exprime pas souvent dessus. Encore moins en identifiant clairement un collectif autogéré, alors que l'enquête est en cours.

Surtout, il y a des tags bien plus graves et sérieux à Neuchâtel, dont les autorités et les médias ne parlent pourtant jamais, et que la Ville ne prend pas la peine de nettoyer.

Il y a dans le chef-lieu cantonal régulièrement des tags et autocollants

nazis, fascistes, masculinistes. À la ruelle Vaucher, près de la gare. Sur les palissades qui entouraient jusqu'à récemment le lycée Jean-Piaget. Et dans beaucoup d'autres lieux. Des croix celtiques, des croix gammées, des runes utilisées par les Jeunesses hitlériennes, des symboles masculinistes, des autocollants de groupuscules néonazis ou néo-fascistes.

Les tags sur la Collégiale, aussi confus soient-ils, aussi précieuse soit la pierre d'Hauterive, sont beaucoup moins graves que la propagande fasciste qui pollue nos rues.

Les tags et autocollants fascistes ne

font pourtant pas l'objet de communiqués enflammés, d'articles dans les journaux, de débat public, de condamnations outrées.

Ils ne sont même pas effacés prioritairement pas la Ville. Ce sont des militant·es qui doivent se charger d'aller les recouvrir – ce qui est techniquement illégal et les expose à être amendé·es pour... avoir fait des tags.

Nous appelons les médias, les autorités et la police à prendre leurs responsabilités, à mettre fin à ce deux poids-deux mesures, et surtout à mieux fixer leurs priorités en matière de graffitis.

COMMENT ON FAIT UN JOURNAL / UNE BROCHURE

Tu trouves que Perturbations, c'est hyper stylé, et tu veux lancer ton propre périodique, ou commencer par une brochure, mais tu ne sais pas vraiment comment faire ? Tu es au bon endroit, on t'explique tout. Tu verras, c'est pas compliqué !

1) LES TEXTES

Pour commencer, il faut du texte.

En fait, ça fonctionne aussi avec seulement des images, mais on va partir du principe que tu veux publier des articles, pamphlets, poèmes... Donc, produire du texte. Soit directement dans ton document final mis en page (voir plus loin) soit ailleurs.

Nous on tape et met en page sur ordinateur, mais tu peux aussi faire page

par page sur papier, faire des photocopies ou scanner et faire un joli pdf que tu pourras réimprimer. Pour le contenu, à toi de décider

2) LES TEXTES (ENCORE)

Une fois que tu as du texte, ça peut être bien de le hiérarchiser, de le segmenter, de le mettre en forme. C'est pas obligatoire, mais ça rendra ta brochure plus lisible. Le truc un peu évident, c'est de mettre des titres. Mais on peut aussi jouer sur les paragraphes, le gras, l'italique, des polices différentes pour différents types de contenu (par exemple, le corps d'un article et une section « pour aller plus loin » ou « références »).

3) LA MISE EN PAGE

Si t'as une âme artistique ou que c'est ton kiff, tu peux dessiner, faire des collages, taper à la machine à écrire... et ensuite scanner tes pages, etc. (ou photocopier sans jamais numériser). Nous, on fait sur ordinateur, c'est facile et ça permet d'avoir une cohérence entre les pages. Et on évite les problèmes de qualité de scan. Il y a des programmes dédiés, mais des logiciels de traitement de texte comme LibreOffice ou Word, ça va très bien. À toi de décider comment tu fais : titre principal, page de titre, titres d'articles, notes de bas de page ou de fin, illustrations, polices, taille du texte, nombre de colonnes... Ça peut être cool de numéroter les pages. On te donne quelques tips plus loin, mais si t'as aucune idée de ce qui fonctionne, prends un tas de journaux et brochures et essaie de copier l'aspect visuel. Une difficulté quand même avec LibreOffice, Word et consorts : la gestion des images est pas ouf (ça défonce facilement toute la mise en page) et avoir des colonnes de même taille est un peu compliqué surtout si t'as des titres/intertitres/espaces interparagraphes différents du corps du texte.

4) L'IDENTITÉ VISUELLE

Tu peux choisir tes polices : les polices « sans serif » (sans empattement) font plus moderne ou technique, les polices avec empattements font plus littéraire et peuvent faciliter la lecture de textes un peu longs. Si tu ne sais pas quoi faire, essaie une police avec

empattements pour le corps de texte et une sans pour les titres. Tu peux aussi réfléchir à des polices conçues pour les personnes dyslexiques. Si tu fais une brochure, tu peux faire un joli titre, voire une page de titre.



Tu peux mettre des en-tête et/ou des pieds de page, beaucoup d'illustrations ou pas du tout... Si tu sors plusieurs numéros, tu peux réfléchir à un design fixe pour ton titre. Perturbations, par exemple, a un visuel à peu près fixe pour le titre, toujours le même sous-titre, des éléments qui reviennent, des illustrations semblables (noir et blanc, généralement sans nuances de gris). Mais on peut faire autrement. Le Chat déchaîné a un visuel qui change pour chaque « une » et un sous-titre qui fluctue.

5) LE FORMAT

Tu peux faire toutes les tailles, et si t'as la motiv' toutes les formes. Mais pour commencer, des feuilles A4

pliées en deux ça fonctionne très bien, c'est pratique à transporter, ça s'imprime facilement. Ça donne juste une contrainte : il faut que ton nombre de pages soit un multiple de quatre (ça fait quatre pages par feuille de papier, une fois pliée). Aussi, c'est difficile de mettre plus de deux colonnes, des grandes images, etc. Mais on peut déjà bien s'amuser.

6) L'IMPRESSION

Une fois que tu as un joli fichier avec tous tes textes, il faut imprimer. Tu as peut-être remarqué, Perturbations est en noir et blanc. Ça fait des impressions moins chères, de manière générale. Mais tu peux aussi faire en couleur. Du A4 plié en deux, sur papier tout simple (tu peux aussi faire en couleur en mettant du papier coloré dans l'imprimante), ça permet de pouvoir imprimer dans plein d'endroits pour pas cher voire gratuit : au boulot, à l'université, voire chez toi sur ton imprimante de bureau perso (mais les imprimantes un peu costaudes du boulot ou de l'uni, c'est quand même moins chiant). Ah, pense à imprimer un exemplaire unique et à vérifier qu'il sort bien (notamment l'ordre des pages) avant d'imprimer des centaines de brochures.

7) LA DISTRIBUTION

C'est peut-être le point le plus compliqué. Une fois que tu as ta brochure, il faut la faire lire. Pour ça, il faut en filer à ses potes, en vendre dans la rue, en

poser dans les lieux militants, dans les bistrots, pourquoi pas essayer les kiosques et librairies ou gérer un système d'abonnement... C'est souvent là que ça coince.

Et c'est d'autant plus compliqué s'il y a des impératifs financiers derrière (comme rembourser les frais d'impression... ou payer des gens si ta publication est ambitieuse). Ça prend vite beaucoup de temps et d'énergie, et c'est vraiment quelque chose à prendre en compte, surtout si tu fais un périodique. En plus, l'attrait de la nouveauté et la bonne volonté de tes potes risquent de vite passer si tu sors un numéro par semaine.

8) TIPS EN VRAC

- Si tu imprimes en noir et blanc, conçois ton fichier en noir et blanc.
- Si tu galères à faire une mise en page particulière (page spéciale, titre, etc.) tu peux la faire sur un autre logiciel (comme Figma ou Canva) et l'importer comme image dans ton traitement de texte.
- On te conseille d'utiliser des illustrations, si possible aussi des polices, libres de droits ou dont l'usage gratuit (y compris commercial) est autorisé, ça peut éviter quelques problèmes légaux. Après, si la brochure est anonyme, tu fais ce que tu veux.
- Date tes publications, ça fera plaisir aux archivistes et aux activistes du futur. Numérote si tu fais un périodique.

Et c'est cool si on sait à peu près qui écrit (mais ça peut aussi être une stratégie de pas être rattaché à un mouvement ou un endroit trop précis).

- Tu peux écrire tes textes

« **REST IS RESISTANCE** » - **LUTTE CONTRE LE BURN-OUT MILITANT**

C'est l'automne, le début de l'hiver et tout ralentit : les jours raccourcissent, les arbres perdent leurs feuilles et les gros mammifères se préparent à hiberner. La nature s'endort.

Tout ralentit ? Pas tout à fait. En dépit du bon sens et de tous les signaux extérieurs, certains mammifères s'affairent autant, voire plus que d'habitude : réunions, manifs et actions militantes fleurissent dans nos agendas et dans les rues ; sans compter le reste de nos activités, tout aussi prenantes et énergivores.

Nous vivons dans une société ultra connectée de l'instantané. Entre véritables urgences, travail de fond nécessaire, calendrier politique et actualités permanentes, la FOMO guette même les plus aguerris des militant·es. Encore juste une réu, juste un mail, juste un projet. Il faut parler de ci, réagir à ça, planifier à long-terme et réagir dans la seconde. A croire que nous sommes invincibles (c'est faux), que notre activité est essentielle (en partie vrai) et que la droite bourgeoise et fascisante ne dort jamais (malheureusement vrai, et elle a aussi

directement dans ton fichier final, ça aide pour la mise en page mais ça peut te contraindre pour le contenu. Ou les écrire séparément, avec les avantages et inconvénients inverses.

nettement plus de moyens).

On ne peut pas être partout et on ne peut pas tout faire ; même ceux qui ont fait de leur activité militante leur activité principale (sans déductions pour les impôts). Le spectre du burn-out militant rôde au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès, avec déjà de nombreuses victimes à son actif ; fatigue organisationnelle, physique et administrative, non seulement pour ce qu'on fait mais aussi en réaction aux violences judiciaires et administratives qui nous sont imposées.

Alors que faire ? Laisser tomber ? Tenir jusqu'au naufrage (le nôtre ou celui de la société) ? Prétendre que tout va bien, limite admettre à nos camarades les plus proches que « c'est une période un peu chargée, mais on va serrer les dents et ça ira » ?



Face à cela, certains cercles militants travaillent et cultivent des espaces de care, plus ou moins organisés et formalisés, répondant à un vrai besoin de socialisation et de soin collectif. Parce que concrètement, c'est la merde et on va pas vers le beau.

Il existe de nombreux livres, articles et ressources sur la question du burn-out militant¹. La Grève du Climat a créé une **Bibliothèque de Care**, disponible en ligne². Au niveau neuchâtois, nous avons créé un **GT Sieste** où les petits Noëls, les apéros au bord du lac et les sorties culturelles alternent au fil des saisons et dont la devise : « lutter activement contre le burn-out militant » orne certains de nos badges (réalisés lors de soirées badges du GT).

Une des inspirations pour ce GT vient des nombreux posts du Ministère de la Sieste (*Nap Ministry*), une organisation lancée en 2016 par Tricia Hersey, artiste et militante afroféministe, sous le mot d'ordre « *rest is resistance* » (le repos c'est de la résistance). Le mouvement « *rest is resistance* » prône le repos comme un acte radical de justice sociale contre les systèmes d'oppression tels que le capitalisme et la suprématie blanche.

Le repos n'est pas un luxe, mais un outil nécessaire pour décoloniser l'esprit, guérir de l'épuisement et retrouver sa valeur au-delà de la productivité.

À l'approche de l'hiver, et tout au long de l'année, prenons soin de nous collectivement.

LE BLACK FREEDAY REVIENT AVEC SON MARCHÉ GRATUIT !

Pour la cinquième fois déjà, l'intercollectif organise un Black Freeday le 28 novembre 2025 au centre-ville de Neuchâtel (à la rue du Concert comme en 2024), pour proposer une alternative concrète au Black Friday, à la surconsommation et à la surproduction.

Le Black Friday, une journée de soldes monstres, pousse en effet à l'achat, d'une part, d'objets peu utiles voire

franchement inutiles ; d'autre part, notamment concernant les vêtements, à acheter énormément d'articles puis à renvoyer ceux qu'on ne veut pas garder. Une grande partie de ces retours sont ensuite détruits par les grandes chaînes, l'élimination de tous ces objets en parfait état leur coûtant moins cher que de les reconditionner. Ces habits, mais aussi les objets électroniques etc., sont souvent produits

¹ Par exemple : Sauver le Monde sans s'effondrer, par Amnesty international : <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/05/ACT1032312020FRENCH.pdf>

² <https://climatestrike.ch/fr/care-library>

grâce à du travail pénible, souvent réalisé par des femmes sous-payées, dans des conditions sécuritaires abjectes (on se rappelle de l'effondrement du Rana Plaza, usine textile au Bangladesh, ayant entraîné la mort de plus d'un millier d'ouvrier·ères qui travaillaient pour des marques de vêtements occidentales).

Le Black Freeday s'oppose concrètement à cette surconsommation et à la surproduction qui l'irrigue, et à l'exploitation terrible de travailleuses au service de la *fast fashion* ou de l'extraction de minerais utiles à l'informatique, en proposant une alternative accessible. Cet événement est aussi l'occasion de faire connaître les collectifs qui s'engagent dans la région, de discuter, et de se renseigner sur tout un tas de sujets (écologie, capitalisme, féminisme, validisme, racisme...) grâce à l'infokiosque toujours bien fourni.

Finalement, cet événement met en avant deux logiques économiques différentes de celle que l'on vit au jour le jour. Les crêpes et boissons sont à prix libre, c'est à dire que les personnes qui peuvent ou veulent donner un peu plus que le prix habituel permettent aux personnes qui n'ont pas les moyens de tout de même accéder

aux dites crêpes et boissons. C'est un mécanisme de solidarité concrète et redistributrice.

**EN ROUTE POUR
DONNER LES
HABITS QUE JE NE
PORTE PLUS AU
BLACK FREEDAY !**



Le marché gratuit va encore plus loin. Des personnes amènent des objets sans se faire rémunérer, d'autres (ou les mêmes) repartent avec des vêtements, livres ou jouets sans déboursier le moindre centime, sans devoir non plus amener elles-mêmes d'objets. Il n'y a, pour un après-midi, plus de forme-valeur, plus d'échange monétarisé, plus de marchandise, mais une mise en commun et une redistribution totalement gratuite (qui reposent quand même sur pas mal d'huile de coude et un peu d'argent pour l'organisation générale de l'événement). Bonus: puisque ce sont des objets de seconde-main, ça permet de réduire directement l'impact écologique et l'exploitation des travailleuses.

BOYCOTT, DIVESTMENT, SANCTIONS

Pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion de checker les listes BDS des marques présentes en Suisse qui

soutiennent l'État génocidaire d'Israël, ou pour ceux qui ne sont plus sûres, on s'est dit qu'on allait

Grève du Climat

faire un petit rappel des cibles principales (les détails sont à retrouver sur bds-info.ch).

Pour une meilleure lisibilité, on les a classées par catégorie :

Électronique et outils :

- Intel
- Dell
- Siemens
- HP
- KETER (Allibert, Hovac, Curver, Stanley, Zag)
- Caterpillar

Vêtements :

- Reebok
- ZARA

Alimentation :

- SodaStream
- Eden Springs
- Mcdonalds, Burger King, Coca-Cola, Pizza Hut, Domino's Pizza
- Carrefour (pour ceux qui font leurs courses en France voisine)
- Fruits et légumes israéliens

Produits cosmétiques et médicaments :

- Teva et Mepha
- Ahava, Dermasel, Arad, Moroccan Oil

Assurances et autres services :

- Axa
- Disney+
- Google
- Amazon
- Airbnb, Booking, Expedia

À noter que BDS Suisse appelle à boycotter en priorité **les fruits et légumes israéliens frais, SodaStream, Ahava, Teva, HP, Caterpillar et Eden Springs**, afin d'appliquer une pression ciblée sur ces multinationales. On a fait le choix de quand même inclure les autres marques présentes sur ces listes pour ceux qui veulent une vue d'ensemble.

Pour aller plus loin, vous pouvez aussi retrouver un article sur l'énergie fossile et le génocide en Palestine dans notre précédent numéro de Perturbations (en papier ici et là ou sur notre site internet neuchatel.climatestrike.ch).



AGENDA MILITANT

Ci-dessous, divers évènements des copaines de la région à venir !

5 décembre 2025 : Projection du film *Naima* organisée par solidarités en partenariat avec RECIF, suivie d'une discussion, à l'ABC, Rue du Coq 11 (CDF).

6-7 décembre 2025 : La Tortue ouvre au Balkkon, Neubourg 20 (Neuchâtel).

12 décembre 2025 : Soirée spéciale sur l'Afghanistan avec l'association Wave of Hope, à L'AMAR, rue de la Coquemène 1, Serrières (Neuchâtel).

19 décembre 2025 : Noël à Boudry en journée, avec participation de L'AMAR !

31 décembre 2025 : Nouvel An à Espace Noir, avec buffet de ramen, concert de ZOO Sound System, karaoké, projections et bien plus, dès 19h, sur réservation (voir sur le site d'Espace Noir), 29 Rue Francillon, Saint-Imier.

Prochains repas à L'AMAR : 5 et 12 décembre (à vérifier sur leur site ou sur instagram : **lamarneuch**), à 19h (prix libre), rue de la Coquemène 1, Serrières (Neuchâtel).

Horaires de la Bibliothèque libre : tous les vendredis de 16h à 19h, Clos-de-serrières 25, Serrières (Neuchâtel).

ET BIEN D'AUTRES ENCORE !

NOUS LIRE, ÉCOUTER, REGARDER ET SUIVRE NOS ACTUALITÉS

Site web national
climatestrike.ch (fr, de, it)

YouTube
Climatestrike Switzerland (fr, de)

Sites web des groupes régionaux
Liste disponible sur
climatestrike.ch/fr/join

Facebook
Grève du Climat – Suisse (fr)
Klimastreik Schweiz (de)
Sciopero per il Clima - Svizzera Italiana (it)

Twitter
greveduclimat (fr)
klimastreik (de)

LinkedIn
Grève du Climat (fr, de)

Instagram
climatestrike_suisse (fr)
klimastreikschweiz (de)
scioperoperilclima (it)

Spotify
Klimastreik Podcast (fr, de)

Netto.Null – magazine de la Grève du Climat
nettonull.org (fr, de, it)

Grève du Climat Neuchâtel
neuchatel.climatestrike.ch –
neuchatel@climatestrike.ch –
grevepourlavenir_ne



INFORMEZ-VOUS, ORGANISEZ-VOUS, ET REJOIGNEZ-NOUS !

Pour nous soutenir

Banque : Alternative Bank Schweiz
IBAN : CH28 0839 0036 0277 1000 2
Adresse : Climatestrike Switzerland Finance,
Aarberggasse 61, 3001 Bern

